

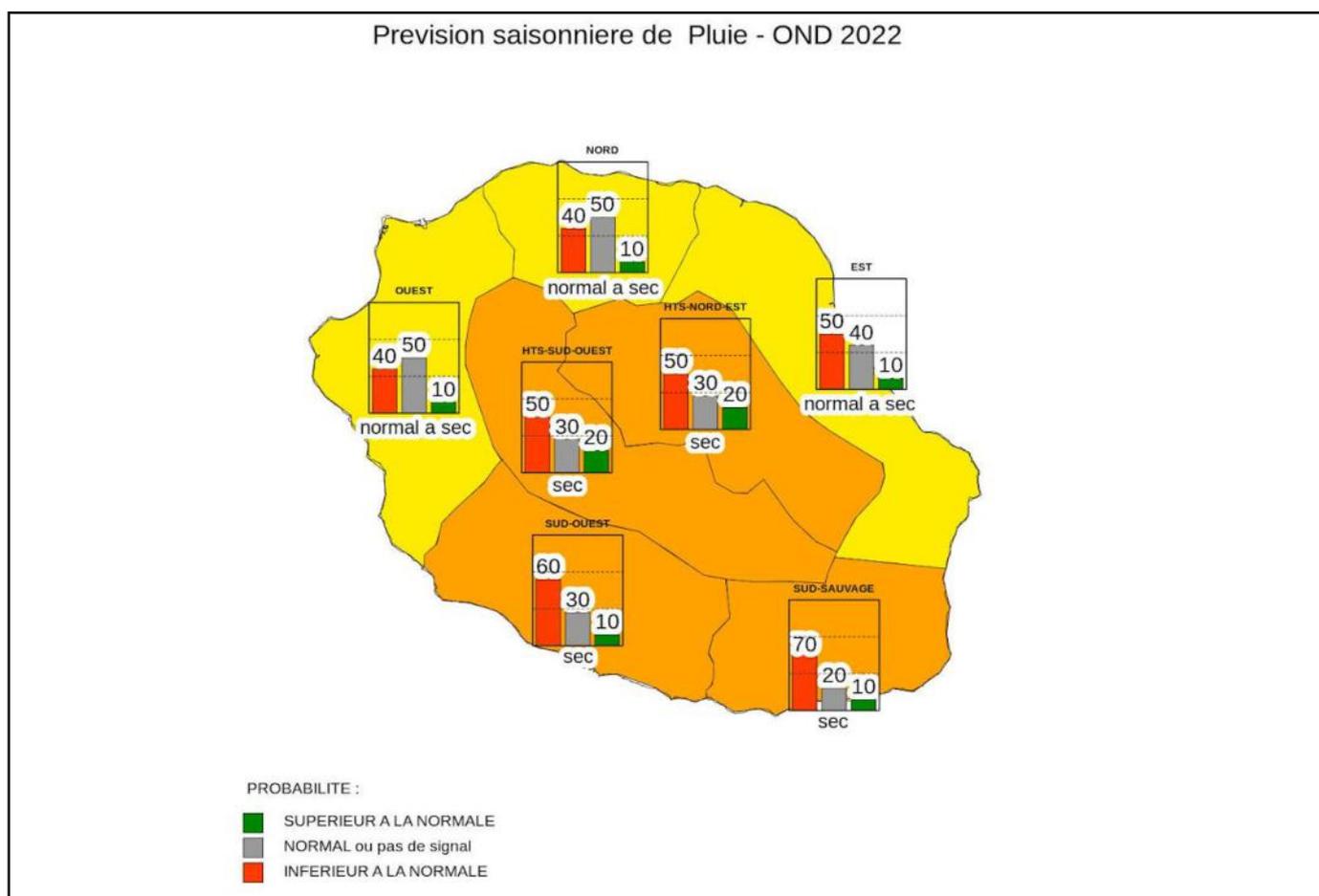
Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21064 - 78ÈME ANNÉE

Le changement climatique remet en cause un modèle occidental de consommation imposé aux Réunionnais

Alerte sécheresse à La Réunion : économisons l'eau



Prévisions de pluviométrie pour octobre-novembre-décembre 2022. (Source Météo France)

Les prévisions des experts du climat de notre région tendent à confirmer l'installation du changement climatique à La Réunion avec une conséquence : la sécheresse devient la norme. Dans ces conditions, il est urgent de s'adapter. Cela passe par la remise en cause d'un modèle occidental de consommation qui fait de l'eau une marchandise qui est consommée en abondance : 180 litres d'eau potable par personne et par jour. Ce modèle précipite les Réunionnais droit dans le mur, et compromet les efforts pour développer

l'agriculture.

Un communiqué de Météo-France rend compte du Forum régional de prévision saisonnière qui s'est déroulé le mois dernier aux Seychelles. Il rassemblait les experts du climat de notre région. Ses prévisions alertent sur le risque d'un manque de pluies pour la fin de l'année. Concernant la saison cyclonique, est attendue une « activité proche ou inférieure à la normale avec notamment une activité en

première partie de saison très majoritairement cantonnée loin des terres habitées (jusqu'en janvier) ». Traduite en cartes, ces prévisions placent la totalité de La Réunion en jaune ou en orange, avec un risque important de déficit en pluies. Les régions les plus concernées sont les Hauts, le Sud et le Sud-Ouest. Aucune amélioration ne serait à attendre avant le mois de février, puisque les cyclones éventuels seraient situés loin des terres habitées.

Chute des rendements dans l'agriculture

Si elles se confirmaient, de telles prévisions souligneraient l'installation du changement climatique dans notre région. Pour La Réunion, cela signifierait que les périodes de sécheresse deviendraient donc la norme. Mise à part l'an dernier, notre île est soumise depuis plusieurs années à ce régime de manque de précipitation. Les conséquences se font ressentir notamment dans l'agriculture. Elles entraînent une chute du rendement des récoltes. Ceci a lieu dans un contexte économique difficile. La flambée des coûts des intrants entame gravement la trésorerie des agriculteurs. Ceci amène à réduire les investissements et les frais engagés pour maintenir les rendements.

Ceci contrecarre les efforts faits pour développer la production locale en vue de réduire la dépendance de La Réunion aux importations de produits alimentaires.

Tout est à revoir

Plus largement, l'installation de la sécheresse remet en cause l'aménagement du territoire et l'utilisation à La Réunion d'un mode d'utilisation de l'eau importé d'Europe et mis au point sur ce continent pendant une période d'abondance en eau.

La population de La Réunion continue d'augmenter, et la consommation en eau également. Avec une moyenne de 180 litres d'eau potable par jour et par habitant, la pression sur la ressource est importante. Elle risque d'être intenable en cas de sécheresse prolongée.

Des sommes considérables ont été dépensées pour le transfert de l'eau de l'Est vers l'Ouest. Ce chantier a été lancé avant que le changement climatique ne touche La Réunion. Il se basait sur le fait que l'eau était excédentaire dans l'Est, et qu'il suffisait de puiser cette ressource dans cette région pour alimenter l'Ouest déficitaire et bien plus peuplé. Mais avec la sécheresse, l'Est risque aussi le manque d'eau.

Stoppons les gaspillages

Les prévisions des experts en climat de notre région montrent la fin d'une période. Elles soulignent que dans le domaine de la gestion de l'eau, tout est à revoir afin de concilier le développement de l'agriculture à La Réunion et les besoins en eau de près de 900.000 habitants.

Cela passe d'une part par une politique qui vise à récupérer au maximum l'eau de pluie par le biais de retenue collinaire notamment. D'autre part, il sera nécessaire de limiter la consommation en eau potable. Aux États-Unis, la ville de Los Angeles installe des réducteurs de débit chez les plus fortunés qui sont également les plus gros consommateurs à cause de leurs piscines et autres pelouses immenses qui nécessitent un important arrosage. A La Réunion aussi, les plus riches sont les plus gros consommateurs en raison de leur mode de vie, ils doivent être les premiers à faire des efforts drastiques.

Mais à La Réunion, pourra-t-on encore pendant longtemps se permettre le luxe de remplir des piscines particulières avec une eau précieuse, d'arroser les jardins, de nettoyer les cours et les voitures avec de l'eau potabilisée à grand frais, ou de rejeter à la mer l'eau traitée par les stations d'épuration ?

La Réunion ne se situe pas en Europe

Réduire la consommation semble une nécessité, mais cela passe par un profond changement des mentalités. Cela signifie arrêter de croire que l'on puisse importer à La Réunion le mode de vie occidental alors que notre pays est une île tropicale densément peuplée avec un climat très différent de l'Europe.

M.M.

Ouverture du colloque « Université et transitions »

De l'Institut d'études juridiques à l'Université de La Réunion du 21e siècle

Dans le cadre de la célébration de son 40e anniversaire, l'université de La Réunion organise ces 5 et 6 octobre un colloque « Université et transitions ». Hier matin, son ouverture fut marquée par l'intervention de 3 grands témoins, professeurs d'université : Wilfrid Bertile, qui enseigna la géographie à l'université, Ferdinand Melin Soucramanien, ancien étudiant actuellement Président du Conseil d'Administration de l'INSP (ex-ENA), et Patrick Hervé, ancien enseignant qui fut également président de l'Université de La Réunion entre 1992 et 1997. Ce fut l'occasion d'évoquer les transformations qui ont permis l'implantation à La Réunion d'une Université intégrée dans les réseaux de recherche internationaux du 21e siècle.

Ce 5 octobre, la première matinée du colloque « Université et transition » a permis de mesurer le chemin parcouru au cours de ces 50 dernières années dans le domaine de l'enseignement supérieur à La Réunion. La première séquence de ce colloque sous la présidence de Gilles Lajoie, président du Conseil académique de l'Université, a donné la parole à trois grands témoins, professeurs d'Université : Wilfrid Bertile, qui enseigna la géographie à l'université, Ferdinand Melin Soucramanien, ancien étudiant actuellement Président du Conseil d'Administration de l'INSP (ex-ENA), et Patrick Hervé, ancien enseignant qui fut également président de l'université entre 1992 et 1997. Cette matinée eut lieu en présence de plusieurs personnalités dont Huguette Bello, présidente de la Région, Cyrille Melchior, président du Département, Philippe Naillet, député de La Réunion, Jérôme Filippini, préfet de La Réunion, Chantal Manès-Bonnisseau, rectrice de l'Académie de La Réunion et Joé Bédier, maire de Saint-André.

Un Centre universitaire en 1970

Ferdinand Melin Soucramanien a rappelé que la première formation supérieure à La Réunion date de 1926, dans le domaine du droit. Un Institut d'études juridiques et économiques fut créé en 1967. Une loi de 1968 permit la création de centres universitaires. Deux ans plus tard eut lieu l'assemblée constitutive du Centre universitaire de La Réunion sous l'impulsion notamment de Pierre Lagourgue, président du conseil général, du préfet Cousserand, du vice-recto-

rat et du rectorat d'Aix en Provence dont dépendait La Réunion. Louis Favoureux fut élu premier président du CUR. Il se structura autour de trois pôles : lettres-histoire, sciences et droit-économie. Durant cette période fondatrice jusqu'à la création de l'Université en 1982, l'accent fut notamment mis sur la fonction sociale. Il y eut un centre universitaire d'études administratives municipales, avec des cours le samedi.

Le Campus au bout d'un chemin de terre

Wilfrid Bertile avait fréquenté en 1964 l'Institut d'études supérieures en Lettres. Il rappelle qu'à cette époque étaient organisés une propédeutique pour former des enseignants en cours complémentaires qui devinrent professeurs de collège. Parti poursuivre son cursus à Aix en Provence, il obtint l'agrégation en 1969 et revint alors à La Réunion. Il vécut la transformation du Centre universitaire en Université de plein exercice.

Patrick Hervé est arrivé à La Réunion en 1970 en tant que VAT. Il devint professeur de physique au Centre universitaire qui comptait alors moins de 800 étudiants en 1972. Les étudiants en sciences étaient alors les seuls sur le site du Moufia qui était encore entouré par les champs de cannes. Les cours se faisaient dans des préfabriqués, puis eut lieu la construction de l'amphithéâtre Commerson.

Le campus de l'époque était accessible uniquement par un chemin de terre, impraticable par des véhicules en cas de pluie. Patrick Hervé fut ensuite président de l'Université entre 1992 et 1997, une époque marquée par une forte croissance des effectifs : +65 % en 5 ans.

Soutien des collectivités

Doté originellement de 20 hectares, le Campus du Moufia fut amputé de 6 hectares en raison de la construction du Rectorat, de celles d'ateliers du Lycée professionnel proche, et du Boulevard Sud. L'Université commençait à se sentir à l'étroit. C'est à cette époque qu'eut lieu la première extension en dehors de Saint-Denis. Ce fut au Tampon, sur le site de

l'ancienne Ecole militaire, en 1993.

Patrick Hervé a également rappelé que cette croissance était soutenue par les collectivités locales, notamment la Région avec les présidences successives de Pierre Lagourgue, Camille Sudre et Paul Vergès. Quelques voix discordantes se firent malgré tout entendre. Par exemple, Jean-Paul Virapoullé voulait limiter le niveau des diplômés au DEUG, c'est-à-dire Bac+2. Mais une telle éventualité n'aurait pas permis d'attirer les chercheurs, rappelle l'ancien président de l'Université.

Reconnaissance dans le Classement de Shanghai

Actuellement, l'Université de La Réunion fait partie du Classement de Shanghai, dont « le ticket d'entrée est assez élevé », a indiqué Frédéric Miranville, président de l'Université. L'Université de La Réunion est reconnue internationalement, notamment dans le domaine des Sciences de l'atmosphère. Notre île accueille d'ailleurs un établissement de pointe dans ce domaine, géré par l'Université : l'Observatoire du Maïdo.

En 40 ans, ses effectifs sont passés de 2000 à 20000 étudiants dont un millier provenant d'autres pays.

Gilles Lajoie a pour sa part souligné que cette croissance s'est appuyée sur d'importants investisse-

ments. Ce sont sans doute plus d'un milliard d'euros qui furent consacrés à la construction des infrastructures sur les différents sites occupés aujourd'hui par l'Université. Cette extension se poursuit, avec l'ouverture prochaine du Campus Santé près de l'IUT de Saint-Pierre dans le Sud, et du Campus Est à Saint-André.

La perspective de l'Indian Ocean Rim

Cette séquence s'est conclue par les perspectives. Sur ce point, Wilfrid Bertile a tout d'abord fait part du levier que constituent les bourses d'excellence pour les étudiants de notre région dans le cadre d'un « soft power » qui contribue à faire connaître notre île et ses possibilités. Il a ajouté que l'Université de La Réunion devrait s'appuyer sur l'entrée de la France dans l'Indian Ocean Rim Association (IORA), l'association des Etats riverains de l'océan Indien. Cette organisation regroupe les Etats allant de l'Afrique du Sud à l'Australie en passant par l'Iran, l'Indonésie et l'Inde notamment. Cette instance comprend un Conseil académique où l'Université de La Réunion pourrait avoir sa place, afin de tisser des relations avec les universités des pays riverains de l'océan Indien.

M.M.

Vers la création d'une Maison des sciences de l'homme de l'océan Indien

La future Maison des sciences de l'homme de l'océan Indien, la création d'une licence en Sciences sociales et d'un master en Anthropologie permettent de corriger une orientation structurelle de l'Université de La Réunion : un déficit dans les formations en sciences humaines qui oblige des Réunionnais à choisir une autre université pour acquérir des connaissances dans ce domaine.

En 40 ans, le nombre de formations dispensées par l'Université de La Réunion est passé de 7 à plus de 200 réparties dans 22 unités de recherche et 9 unités mixtes de recherche. Cette croissance s'est appuyée sur 3 piliers : lettres-histoire, sciences et droit-économie.

Malgré tout, un secteur n'a pas suivi la même croissance, celui des sciences humaines. L'Université de La Réunion ne propose pas de cursus en philosophie, psychologie ou sociologie. Les sciences de l'Éducation n'apparaissent plus dans la carte des formations. L'anthropologie n'est accessible qu'à partir du

niveau Master. Seule une licence en Sciences sociales est ouverte aux néo-bacheliers.

Président de l'Université de 1992 à 1997, Patrick Hervé indique que cette orientation était le choix de la communauté universitaire. Il s'agissait d'éviter un « appel d'air » vers des formations dont les débouchés étaient loin d'être garantis à La Réunion. Il a également indiqué que le département des Sciences de l'Éducation a permis de couvrir une partie de ce champs.

Président du Conseil académique de l'Université, Gilles Lajoie a précisé que l'IRTS de Saint-Benoît a aussi comblé ce manque.

Outre la licence Sciences sociales et le master d'Anthropologie, la création d'une Maison des sciences de l'homme de l'océan Indien permettra d'encourager la recherche sur une des richesses de La Réunion, la diversité des origines de sa population. Cette diversité a des implications qui font de notre île un territoire unique, intégré dans les mouvements migratoires qui ont façonné l'océan Indien.

Points de vue des institutions

L'apport de l'Université de La Réunion à son territoire

Après la séquence historique et perspective donnant la parole à trois grands témoins. La première matinée du colloque Université et transitions s'est poursuivie par les discours officiels.

Frédéric Miranville, président de l'Université, fut le premier à prendre la parole de cette séquence institutionnelle. Il rendit hommage à ceux qui ont construit l'université. Il souligna que 75 % des étudiants à La Réunion sont membres de l'Université. Il a également fait part des efforts pour lutter contre l'échec des étudiants. Le taux de réussite en licence atteint 54 %, et le travail doit se poursuivre pour améliorer la proportion de réussite à la fin de la première année. Il est de 37 % alors que la moyenne en France est de 45 %. Cette différence peut s'expliquer par des conditions sociales plus difficile. Il insista sur le rôle d'ascenseur social de l'Université, et sur la lutte contre la précarité étudiante. L'Université doit rester un lieu accessible à tous, indépendamment de l'origine sociale.

Université dans l'océan Indien

Frédéric Miranville a fait part de l'idée d'une « Université fédérative de l'océan Indien ». Il s'agit de fédérer les établissements français de la région et de s'ouvrir à celles des pays de notre région.

Cyrille Melchior, président du Département, a rappelé l'ambition de faire de l'Université un phare de la connaissance. Il a également fait part de l'action de sa collectivité dans le soutien aux étudiants, notamment par l'attribution de bourses doctorales pour ceux qui font des travaux entrant dans les domaines de compétences de sa collectivité.

Il a enfin émis une proposition : la création d'un institut de formation politique qui pourrait intéresser non

seulement des étudiants, mais aussi des élus.

Huguette Bello, présidente de la Région, a souligné que dans l'Université, « chaque jour des milliers de Réunionnais préparent leur avenir ». « Connaissance et savoir sont les moteurs du développement humain », poursuit-elle. Elle rappela également que certaines formations ont été obtenues à la suite de batailles administratives et politiques, et donna l'exemple du second cycle de la Faculté de médecine qui sera prochainement implanté à La Réunion.

La présidente de la Région a plaidé pour porter haut l'université de La Réunion dans son environnement géographique. Elle a d'ailleurs salué le travail de Jean-Pierre Chabriat « qui travaille à la préfiguration de l'Université de l'océan Indien ».

Soutiens aux étudiants

« Faire de La Réunion un pôle d'excellence de la recherche » est une ambition matérialisée par des bourses doctorales et un soutien aux post-doctorants.

« Nous avons besoin de ceux qui lisent, recherchent et expérimentent et qui ensuite partagent leurs connaissances », conclut la présidente de Région.

Jérôme Filippini, préfet de La Réunion, a salué en l'Université une « réussite remarquable » et fait part du « total soutien de l'État ». Cela passe par le co-financement des infrastructures, l'ouverture du second cycle d'études de médecine et également par la solidarité numérique avec l'aide à l'achat d'ordinateurs et le maintien du repas à 1 euro pour les étudiants boursiers.

« Que l'université de La Réunion continue sa mission d'émancipation de connexion entre l'universel et le particulier », a conclu le représentant de l'État.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

La baz anglo-amérikène, Diégo-Garcia konm in kansèr pou lo droi dé pèp dann loséan indien. Zone san droi !

Mézami, mi sorte lir in lartik dann zoinal Lo Kotidien i porte dossi bande migran Sri-Lanka é lo zoinalist i demande :

« Les migrants envoyés à La Réunion par les Britanniques ? »

Si sa la pa in bonb, sa i rossanm bien é si lé vré méssyé lo préfè — lo nouveau — i diré li koné pliss ké li la di anou, é kan li téi di néna ankor d'ote bato pou arivé. D'ote bato i sorte oussa ? Biensir zot i sorte Sri-Lanka mé pa dirèktoman pars dopi banna l'arivé, i rakonte zot la fé in léskal mé oussa ? Maurice konm in pé la di, mé sa sé in bob. Diégo Garcia ? In baz US-GB dann bannzil Chagos.

Pou lé zoinalist Le Quotidien, sa i rossanm pliss la vérité.

Astèr dann kèl bato zot l'ariv shé nou ? Dann in bato matrikilé Sri-lanké, mé aparaman pa dann lo bato zot la sovè dopi lo komansman. Sète-la lété HS kan l'ariv Diégo, mé l'avé in n'ote, matrikilé dann Sri-lanka galman é in pé moïnss déglingué ké lo promyé.. Bande zanglo-amérikèn la done azot in n'ot bato sri-lanké épi la di azot rotourn Sri-Lanka é zot téi vé pa pars konm zot lé dann lopoziçion par raporte lo gouvèrnman l'aprè rode azot partou, pa pou done azot pastiyè, mé pli sirman pou règ zot konte.

Sa, zot i koné é zot i koné galman sé ké néna in paké sri-lanké lé dann in prizon Diégo-Garcia déssèrtin dopi sète moi, d'ote dopi in an mé san k'lé klèr dsi zot sor a vni. L'èr-la bande zoinalist i demande si La Franss lé konpliss avèk bande zanglé épi bande zamérikèn vi k'lo préfè — l'éta lokal — i diré li koné in réyon dsu la kéçtyon sé a oir, mé a

oir a la sours.

Astèr ni pé poze anou in ta kéçtyon :

Dabor inn, bande militèr GB si téi vé ranvoye azot dann Sri-Lanka noré fèrm lo zyé dsu la dirékçsion zot la pran pou kite Diégo. In moush i bouj pa san ké bande zanglo-amérikèn i koné. Pé sfèr zot téi koné banna noré gingn akost issi La Rényon. Mi di sa konmsa, mé pèrsone la pa di amwin kéçshoz sir la dsu... Mi vande konm mwïn l'ashtë.

Dézyèm zafèr, si néna 150 sri-lanké karsséré dann Diégo-Garcia ni pé domandé kèl shantaj bande grande puissans i fé rantre zot pou anvoye banna oussa. Sirman La Franss avèk Langlètèr zot i doi konète in réyon la dsu é sré kant mèm bon pèze dsu la ké pou oir si la tête i bouze.

Troizyèm zafèr, si banna i navig dsu zot kok pistash, sré bon konète si na poin in pé la fine noiyé dann loséan indien é pèrsone i anparl pi. In nouvo simetyèr marin, pou bande sri-lanké so foi issi ?

Pètète sa i mérite in kéçtyon pou poz gouvèrnman franssé é konm nou néna in bonpé dépitè mi panss zot néna zot mo pou dir é nou néna mè in bon pé pèrsonalité, zot ossi, zot i pé poz la kéçtyon méssyé Préfé. Sak mi koné sé ké Paul Vergès noré pa rèst san parol par rapor lo malèr noute bande frèr é sèr loséan indien.

An touléka ankor in kou, nou rényoné nou lé bordé dann in n'afèr i konsèrn anou é nou na poin noute mo pou di — amoinss ké ni pran la parol. A bon ékoutèr, salu.

Justin